

Emploi dans la coopération internationale : plusieurs défis à relever

Le marché du travail de la coopération internationale a connu une forte expansion ces dix dernières années. Les organisations gouvernementales et non gouvernementales devront toutefois s'adapter pour continuer d'attirer le personnel dont elles ont besoin.

Irenka Krone-Germann, Loraine Ding, Peter Stettler

Abrégé Le marché de l'emploi de la coopération internationale n'a cessé de progresser ces dix dernières années en Suisse. Une récente étude du Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale (Cinfo) et du Bureau d'études de politique du travail et de politique sociale (Bass) montre que le nombre de postes de travail a fortement augmenté, notamment dans l'aide humanitaire. Ces emplois requièrent des formations du degré tertiaire et sont de plus en plus spécialisés. Si les femmes formées dans ce domaine sont aujourd'hui majoritaires, elles restent plus faiblement représentées sur le marché. Le nombre d'employés étrangers dans les organisations suisses a par ailleurs fortement augmenté. À l'avenir, les employeurs devront être plus flexibles et s'adapter aux nouvelles données du marché pour trouver les profils recherchés et répondre aux attentes des jeunes professionnels.

Y a-t-il équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail de la coopération internationale? Comment trouver les talents de demain? Et quels seront les profils recherchés? Le Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale (Cinfo) et le Bureau d'études de politique du travail et de politique sociale (Bass) ont tenté de répondre à ces questions dans une récente étude¹ menée sur plusieurs années auprès de 77 employeurs du secteur, d'instituts de formation (54 filières de niveau tertiaire ou postgrade dans les universités et hautes écoles de Suisse) et de 1199 personnes en recherche d'emploi. L'analyse des données fournit de nombreuses informations sur le marché suisse du travail de la coopération internationale et doit permettre à ses acteurs de mieux s'orienter.

L'aide humanitaire et la coopération au développement constituent les deux axes de la coopération internationale. Toutefois, une zone grise subsiste dans la définition de ces deux pôles étant donné les liens étroits entre eux (voir *encadré*). La Suisse reste pour sa part très engagée dans la coopération internationale. Les activités mises en œuvre dans ce domaine s'inscrivent dans les 17 objectifs

de développement durable de l'Organisation des nations unies (ONU).

L'étude montre que le marché du travail de la coopération internationale est en pleine croissance en Suisse: on recense aujourd'hui plus de 5000 postes équivalents plein temps, soit une augmentation de 40% par rapport à 2010. Mais les employeurs (organisations non gouvernementales, fondations, Confédération, organisations internationales) ont-ils su s'adapter aux tendances du capital humain ces dernières années?

Selon les données de la plateforme d'emploi Cinfo, quelque 800 postes spécialisés² dans la coopération internationale ont en moyenne été mis au concours chaque année entre 2010 et 2018. Les trois quarts concernaient le domaine de la coopération au développement, contre un quart seulement pour l'aide humanitaire. Près de deux postes sur trois sont centrés sur une activité exercée dans le pays d'engagement, les autres offres d'emploi portant sur des fonctions occupées au siège de l'organisation concernée. Enfin, environ 10% des emplois proposés sont des stages ou des postes juniors.

² Fonctions spécialisées dont les missions relèvent du domaine de la coopération internationale et exigent une formation spécifique ainsi qu'une expérience dans ce domaine. Pour les fonctions de soutien (recherche de fonds, ressources humaines, finances), seules des informations sur le nombre de postes sont recueillies.

À la recherche de talents hautement qualifiés

Le désir d'agir pour un monde meilleur ne suffit pas à décrocher un poste dans la coopération internationale: une analyse des mises au concours montre que plus de 90% des emplois proposés requièrent un diplôme universitaire ou d'une haute école. Globalement, les profils les plus recherchés ont étudié l'économie et le droit, les sciences humaines et sociales ou les relations internationales. Cette dernière branche est celle dont sont issues la plupart des personnes en recherche d'emploi: il n'y a donc pas de pénurie à ce niveau-là. Les besoins d'économistes (dans le domaine financier) et de juristes dépassent en revanche le taux de demandeurs d'emploi (voir *illustration*).

Une demande plus modeste existe également pour des experts en santé, en sciences naturelles, en ingénierie ou en agriculture. Les talents semblent notamment manquer à l'appel dans les métiers de la santé et de l'agriculture-sylviculture. On observe également une tendance à la formation continue spécifique à la coopération internationale: l'offre en la matière a triplé depuis 2005 et répond également à une demande croissante³.

³ Il existe plus de 200 cours ou formations en Suisse.

Les domaines de la coopération internationale

La coopération internationale est structurée en deux grands domaines: d'un côté, l'aide humanitaire vise à soulager les personnes confrontées à des situations d'urgence; de l'autre, la coopération au développement travaille sur le long terme pour diminuer les écarts socioéconomiques et améliorer les conditions de vie des populations démunies. Cette différenciation entre les secteurs n'est pas toujours nette et on parle aujourd'hui de «nexus» entre l'aide humanitaire et l'aide au développement, puisque leurs actions sont interconnectées. Les activités de promotion de la paix et de coopération économique sont ici comprises dans le domaine de la coopération au développement.

¹ Cinfo (2020), *Coopération internationale: Tendances sur le marché du travail en Suisse 2010–2018*.



Où sont les femmes dans l'aide humanitaire ? Une journée portes ouvertes au CICR à Genève.

Les personnes en formation postgrade sont d'origine plus internationale que les personnes en bachelor ou master : 80 % d'entre elles sont de nationalité étrangère, en grande majorité extraeuropéenne.

Où sont les femmes ?

Les femmes forment une large part de l'offre de travail de la coopération internationale. Hautement formées et plus nombreuses que les hommes dans ces filières, elles représentent 60 % des personnes en recherche d'emploi dans ce domaine. Pourtant, seul 44 % du personnel engagé dans le secteur est féminin, un chiffre qui n'a que faiblement évolué depuis 2010.

Ce décalage est surtout lié au domaine de l'aide humanitaire, qui n'emploie que 40 % de femmes ; cette proportion atteint 53 % dans la coopération au développement. Pourquoi l'aide humanitaire reste-t-elle un domaine majoritairement masculin ? Les conditions de travail peu favorables à la conciliation entre vie familiale et professionnelle expliquent en grande partie cette tendance. Le travail à temps partiel reste une exception dans l'aide humanitaire (14 % des postes), alors qu'il est particulièrement

prisé des femmes. Selon l'Office fédéral de la statistique, six femmes sur dix en Suisse travaillaient en effet à temps partiel en 2019. En outre, certaines missions « sur le terrain » ont lieu dans des régions fragiles dans lesquelles les employés ne peuvent pas emmener leur famille.

Recrutement au-delà des frontières

Afin de combler le manque de profils adéquats, les organisations suisses recrutent de plus en plus hors d'Europe. Entre 2014 et 2018, la proportion de personnel suisse dans les organisations basées dans notre pays est passée de 42 à 34 %, tandis que la part de collaborateurs non européens représentait presque un tiers du personnel en 2018, contre un quart quatre ans plus tôt.

Cette tendance est la conséquence du recrutement toujours plus international du Comité international de la Croix-Rouge, qui n'employait plus que 16 % de Suisses en 2018 (contre 21 % en 2014). De manière générale, les Suisses sont de moins en moins présents dans l'aide humanitaire, mais restent bien représentés dans la coopération au développement : les postes de la Confédération

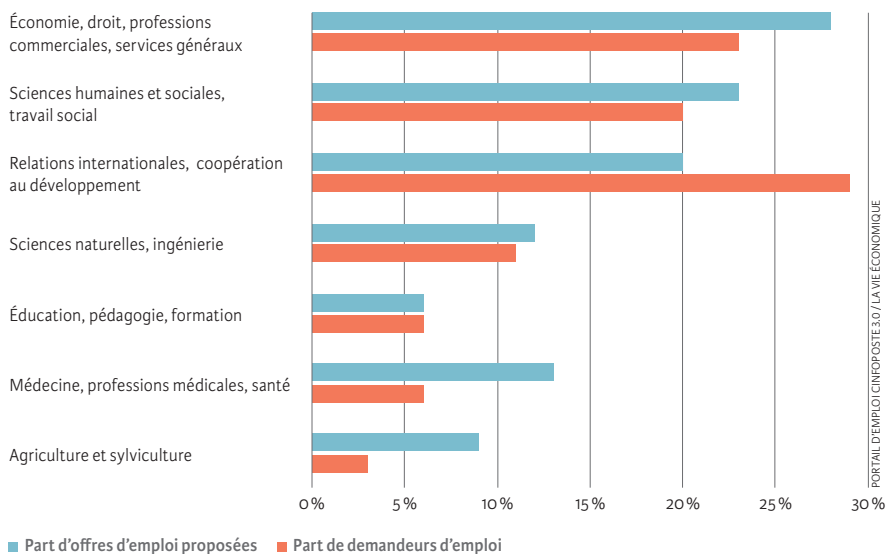
(au Département fédéral des affaires étrangères et au Secrétariat d'État à l'économie) sont presque entièrement occupés par des ressortissants suisses, une proportion qui atteint 51 % dans les organisations non gouvernementales.

Attentes de la nouvelle génération

En collaboration avec la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL), notamment active dans les questions de développement, Cinfo a en outre sondé l'intérêt des jeunes professionnels pour la coopération internationale. Plus de 500 étudiants de différentes universités et hautes écoles du pays ont participé à cette enquête. Celle-ci dévoile que leurs principales motivations sont la recherche d'un emploi qui « ait du sens » et la possibilité de répondre aux défis globaux.

La conciliation entre vies professionnelle et privée est considérée comme un critère important pour l'attractivité d'un emploi. C'est justement cet aspect qui a le plus tendance à les faire renoncer à une carrière

Profils professionnels dans la coopération internationale (2018)



Le graphique représente l'adéquation entre les spécialités recherchées dans les emplois mis au concours (n = 621) et la spécialisation des personnes en recherche d'emploi (n = 1149). Certaines offres d'emploi correspondaient à deux domaines d'études (exemple : « Nous cherchons un économiste ou travailleur social ») et ont été comptabilisées dans deux catégories ; du côté des chercheurs d'emploi, la catégorie « art/design/média » n'a pas été comptabilisée, car elle est sans équivalent dans les offres d'emploi.

dans la coopération internationale. La synchronisation des carrières au sein du couple fait également hésiter les jeunes à partir à l'étranger. Quant à la perception du secteur lui-même, un nombre non négligeable de répondants émet des doutes quant à l'impact effectif des projets de coopération.

Du côté des seize organisations sollicitées par Cinfo dans une enquête parallèle, l'intérêt pour le secteur semble toutefois bien présent, notamment au regard des postulats qu'elles reçoivent.

Moderniser son image

À l'avenir, il semble primordial que les organisations prennent en compte les priorités de cette génération. Les employeurs devraient davantage se concentrer sur ces exigences et s'efforcer de mieux y répondre (par exemple au travers de nouvelles formes d'emploi plus flexibles) tout en tenant compte de la manière de travailler dans les pays bénéficiaires et des employés indigènes.

Les jeunes professionnels semblent peu connaître les différences entre les employeurs actifs dans la coopération internationale. Il s'agirait ici de fournir des informations plus précises sur les structures organisationnelles, le style de gestion et les diverses conditions de travail de chaque organisation. La communication avec les jeunes professionnels et avec les organisations paraît d'ailleurs mal adaptée. Les employeurs communiquent beaucoup, mais pas toujours par les bons canaux ou sous une forme appropriée. Il n'est pas facile pour les jeunes demandeurs d'emploi de trouver les informations pertinentes.

L'impact à long terme des projets ne semble par ailleurs pas suffisamment démontré. Le secteur doit se débarrasser de cette image d'une aide au développement très unilatérale et européenocentrée et mieux communiquer l'impact des projets à long terme.

Enfin, les organisations manquent encore souvent de financement pour les postes de relève. Une approche à long

terme devrait être thématisée entre les responsables étatiques et les organisations non gouvernementales.

La mise en œuvre de ces diverses recommandations devrait permettre à l'avenir de mieux équilibrer l'offre et la demande sur le marché de l'emploi de la coopération internationale, de comprendre plus spécifiquement les besoins du secteur et, partant, de mieux répondre aux attentes des pays bénéficiaires.



Irenka Krone-Germann

Co-cheffe Réseaux, gestion des connaissances et communication, Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale (Cinfo), Bienne (BE)



Loraine Ding

Responsable Gestion des connaissances, Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale (Cinfo), Bienne (BE)



Peter Stettler

Chef de projets, Bureau d'études de politique du travail et de politique sociale (Bass), Berne

Téléchargez gratuitement l'application dès maintenant

